

ETAT DES LIEUX DU MARCHÉ DU TRAVAIL APRES HUIT MOIS DE CRISE SANITAIRE ET PERSPECTIVES POUR 2021

NOTE DE CADRAGE

Séance plénière du 13 novembre 2020 - Visioconférence

Alors que la deuxième vague du coronavirus enfle partout sur le vieux continent, il est important de faire le point sur les évolutions économiques enregistrées depuis huit mois, d'en identifier précisément les causes, d'apprécier les effets des plans d'urgence et de relance, afin d'avoir une meilleure compréhension des facteurs déterminants de l'emploi et du chômage. Les prévisions économiques pour fin 2020 et les années suivantes n'incorporaient pas dans leur scénario central l'hypothèse d'une deuxième vague virale, a fortiori aussi puissante que celle qui se diffuse en Europe. Les effets des mesures restrictives, qui se multiplient depuis un mois partout en Europe, seront donc évalués et incorporés dans les travaux de prévision au cours des prochaines semaines.

L'objet de la réunion de ce jour est de réaliser un point sur la situation qui s'est développée depuis le début de l'année, et de constituer les bases d'une compréhension partagée du déroulement et des effets sur l'emploi et le chômage de la crise économique consécutive aux mesures prises pour parer à la crise sanitaire. Notre Conseil pourra également prendre en compte l'impact, sur les perspectives de l'emploi et du chômage, des mesures du plan de soutien d'urgence mis en place en début d'année, et examiner en particulier la manière dont il prend en compte les populations, secteurs et territoires les plus affectés.

Il sera bien entendu nécessaire de compléter, le moment venu, ces éléments des effets attendus de la deuxième vague et du confinement actuellement en cours, ainsi que du plan France Relance. Des travaux en ce sens vont naturellement se multiplier dans les semaines à venir que nous incorporerons à notre diagnostic.

Les éléments rassemblés au cours de cette séance doteront le Conseil d'un cadre clair, et autant qu'il est possible robuste, permettant de replacer les remontées d'informations attendues de la part les membres au cours de la prochaine séance, notamment en ce qui concerne les aspects sectoriels et territoriaux, et qui pourront nourrir les travaux des comités créés afin de suivre la mise en œuvre et l'évaluation des mesures prises dans le cadre des plans d'urgence et de relance.

En introduction de notre réunion, le Directeur de cabinet de la Ministre du Travail exposera les grands chantiers du gouvernement au regard de la crise actuelle et les défis à relever ce qui nous permettra d'orienter au mieux la suite de nos travaux.

*

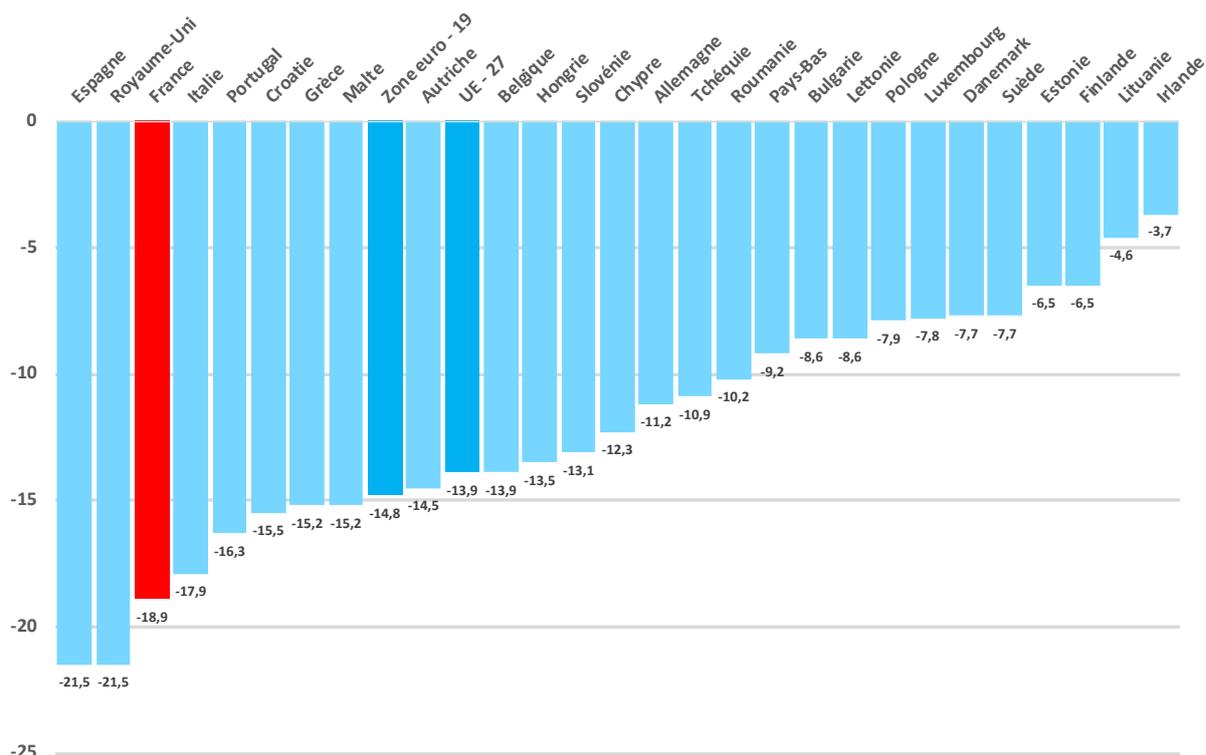
Aucun pays n'a échappé à la crise sanitaire du printemps dernier. L'Europe a été, et est encore particulièrement touchée. Les effets économiques de ce choc, ont été instantanés, sensibles dès le

premier trimestre 2020 avec la destruction de 500 000 emplois, et très violents au deuxième trimestre sur les embauches comme sur l'activité, même si les mesures d'urgence mises en œuvre par les gouvernements les ont fortement atténués. La relation de cause à effets entre l'intensité de la pandémie et ses dégâts économiques n'est cependant pas univoque : la récession du deuxième trimestre 2020, et le rebond consécutif au troisième trimestre, ne sont pas forcément proportionnés au tribut sanitaire payé par chacun des pays, car fortement influencés par les politiques publiques mises en œuvre au niveau national¹.

En France les administrations économiques, notamment l'Insee et la Dares, ont déployé et publié de nombreux instruments permettant de suivre finement l'évolution de l'activité, du marché du travail et des dispositifs gouvernementaux. Cette remarquable réactivité est passée par la mobilisation d'enquêtes, de sources d'information et d'indicateurs nouveaux, qui ont produit un flux d'information très riche depuis le printemps 2020.

Graphique 1 : Évolution du PIB dans les pays européens : 2° trimestre 2020

Taux de croissance en% (glissement annuel T2-2020 / T2-2019)

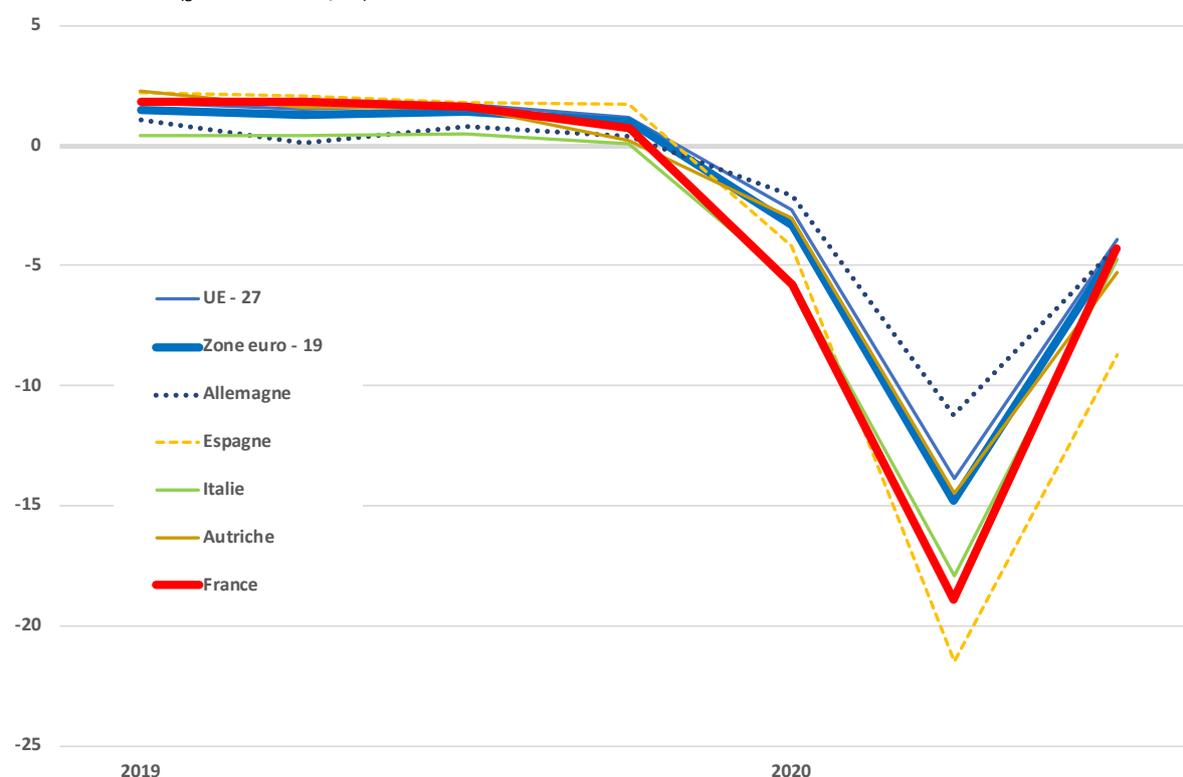


Source : Eurostat (Slovaquie non disponible)

¹ Dans certains pays la mesure de l'activité a cependant été adaptée à la situation. Cf. [Insee](#) pour la France.

Graphique 2 : Évolution du PIB dans l'UE et plusieurs États membres (T1-2019 – T3-2020)

Taux de croissance en% (glissement annuel T / T-4)



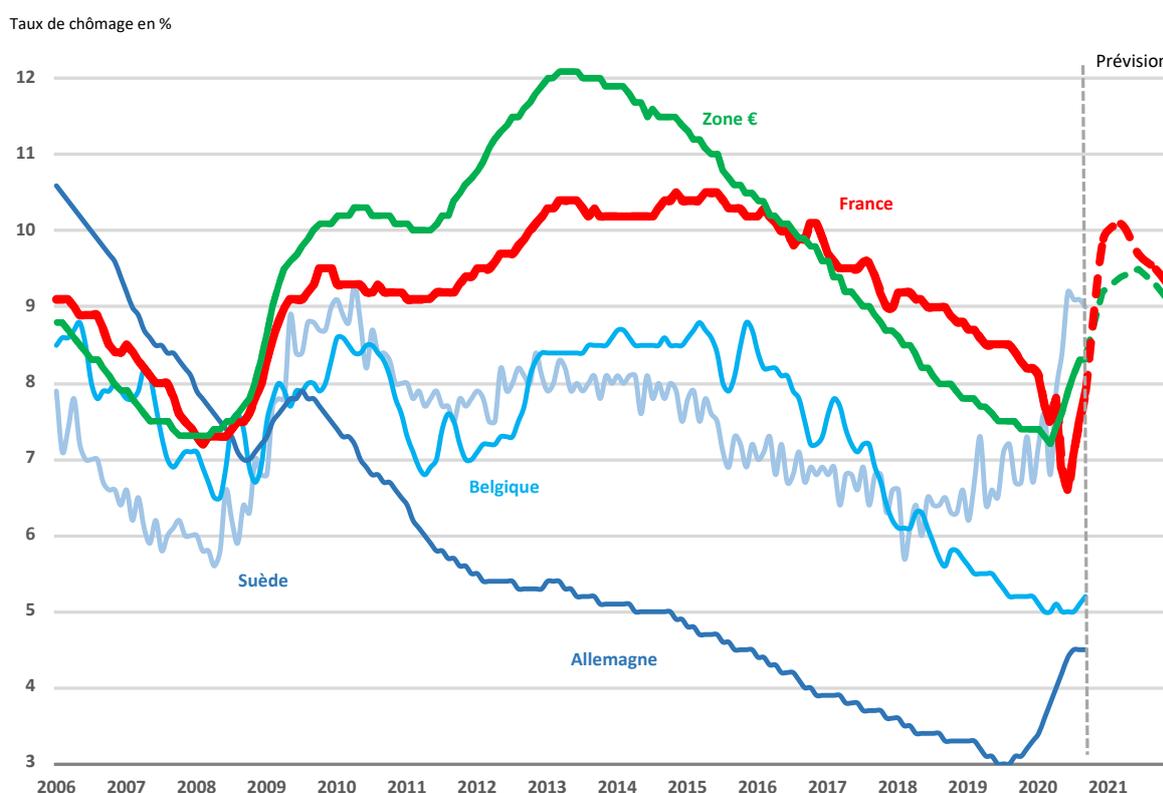
Source : Eurostat

L'ampleur du recul de l'activité au deuxième trimestre, puis du rebond de l'été, est doublement inédite et sensible partout en Europe. Dans le détail, les évolutions sont néanmoins très différenciées en réaction à un choc *a priori* largement semblable pour tous : en effet, celles-ci ne sont pas tant le fruit du choc sanitaire que des mesures de confinement, d'urgence et de relance. La France est l'un des pays européens où la chute d'activité du printemps et les perturbations du marché du travail apparaissent les plus prononcées (Graphiques 1 et 2) et symétriquement un des pays où le rebond d'activité et d'emploi a été le plus vif.

L'Insee et la Dares dont les nombreuses publications ont chroniqué ces mois de crise, présenteront un point d'étape des faits marquants sur le marché du travail, qui a été soumis à des chocs violents, et sur lequel de nombreux flux se sont tariés, perturbant la lecture des indicateurs usuels : mise à l'arrêt de très nombreuses activités, baisse apparente du taux de chômage, hausse progressive des licenciements, relative faiblesse des inscriptions à Pôle Emploi, effondrement puis rebond partiel de l'intérim et des contrats courts, usage massif de l'activité partielle, persistance de difficultés de recrutement dans certains secteurs malgré les fortes destructions d'emplois, etc. Un diagnostic précis, mettant en lumière ce qui est spécifique à notre pays, et les facteurs d'incertitude qui pèsent, est essentiel : pour ne prendre qu'un seul exemple, la comparaison avec certains pays voisins des évolutions du taux de chômage en regard de l'activité économique, des mesures de confinement et d'urgence (Graphique 3), nécessite les analyses expertes des intervenants pour bien comprendre la situation française.

S'il existe un consensus quant à l'ampleur sans précédent du choc de la crise sanitaire et de la crise économique qui s'en est suivie, ses différentes composantes sont sujettes à débat, qui sont à l'origine de profonds désaccords sur l'avenir : coexistent des analyses plutôt rassurantes, telle celle de l'OFCE qui prévoit un redressement relativement rapide à l'opposé de la perspective d'une croissance durablement ralentie comme celle qu'anticipe Rexecode, avec à la clé un redressement très net de l'emploi en 2021 ou bien une contraction prolongée. Ces deux instituts nous présenteront leurs cadres de réflexion respectifs, et les hypothèses qui expliquent leurs divergences de vues sur le scénario de l'année à venir (leurs prévisions d'automne ne privilégiaient pas le scénario d'une deuxième vague de Coronavirus).

Graphique 3 : Taux de chômage dans la Zone € et plusieurs États membres (2006 –2021)



Source : Données Eurostat et prévisions Consensus Forecasts

L'assurance chômage est également aux avant-postes, subissant directement les effets de la crise sanitaire, qui a conduit au gel de la séquence des réformes de l'indemnisation chômage, en cours au moment où la pandémie a éclaté. Les flux de chômeurs entrants suite à aux non-renouvellements de contrats courts a augmenté, cependant que les chômeurs sortants ou en activité réduite se contractaient. Par ailleurs, avec l'activité partielle, l'assurance chômage joue un rôle inhabituel, substituant des dépenses exceptionnelles envers des salariés en emploi à l'indemnisation ordinaire. L'Unedic nous donnera sa lecture de la crise et de l'année à venir.

Vous trouverez ci-dessous des liens vers quelques publications récentes en relation avec le thème de cette séance :

Des publications récentes de la DARES

- Le Tableau de Bord sur la situation du marché du travail

https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares_tdb_marche-travail_crise-sanitaire_27_octobre_2020.pdf

- Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre pendant la crise sanitaire Covid-19

https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares_acemo_covid_synthese_octobre.pdf

- Mouvements de main d'œuvre au deuxième trimestre

https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares_mouvements-mainoeuvre_2020t2.pdf

- DEFM inscrits à Pôle Emploi au troisième Trimestre 2020

https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares-indicateurs_demandeurs-emploi_t3-2020.pdf

Des publications récentes de l'Insee

- La partie Emploi chômage de la dernière prévision

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4796819?sommaire=4473296>

- L'estimation Flash de l'emploi au troisième trimestre

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4930121>

- L'ensemble des points de conjoncture de l'Insee

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4473296>

La dernière prévision de l'OFCE pour 2020-2021

<https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2019/OFCEpbrief58.pdf>

La dernière prévision de Rexecode pour 2021-2021

<http://www.rexecode.fr/public/Analyses-et-previsions/Documents-de-travail/Perspectives-France-2020-2021-la-politique-budgetaire-entre-sauvegarde-de-l-economie-et-relance-de-la-croissance>

La situation financière de l'Unedic pour 2020-2021

https://www.unedic.org/sites/default/files/2020-10/UNEDIC_previsions-financieres-octobre-2020_1.pdf